

Actualités économiques d'Afrique de l'Ouest

Nigéria - Ghana

Semaine 5, du 27 janvier au 2 février 2020

- Nigéria : La Banque centrale augmente le taux de réserves obligatoires pour les banques à 27,5% ; la faible collecte fiscale au 1^{er} semestre 2019 a accru le déséquilibre budgétaire ; l'Etat fédéral devrait bénéficier d'un prêt d'1 Md USD pour la mécanisation du secteur agricole ; Total et Eni signent de nouveaux contrats d'approvisionnement avec la Nigeria LNG ;

- Ghana : Moody's fait passer la perspective du Ghana de stable à positive et confirme sa notation à B3 ; création d'un comité des changes par le gouvernement ghanéen.

Le chiffre de la semaine

99

C'est le rang de la ville de Lagos dans le classement 2019 des écosystèmes de startups dans le monde. Elle se positionne à la 1^{ère} place en Afrique, devant Accra qui arrive 7^{ème} sur le continent et 244^{ème} au niveau mondial.

Source: StartupBlink

Nigéria

La Banque centrale augmente le taux de réserves obligatoires pour les banques à 27,5%.

Lors du dernier comité de politique monétaire qui s'est tenu à Abuja les 23 et 24 janvier, la Banque centrale (CBN) a annoncé relever de 22,5% à 27,5% le taux de réserves obligatoires que les banques doivent déposer auprès d'elle. Les autres principaux taux ont été maintenus. Ainsi, le taux directeur (MPR) reste fixé à +13,5% avec un corridor autour de celui-ci de +200 / - 500 points de base et le ratio de liquidité à 30%. Comme lors des précédents comités, la CBN a justifié le maintien du taux directeur par sa volonté de mesurer l'impact de ses récentes politiques visant à stimuler le crédit au secteur privé en augmentant le ratio minimum requis de prêts/dépôts de 60% à 65%. D'après le communiqué de presse, les crédits (nets) agrégés à l'économie auraient augmenté de 2 000 Mds NGN (5,6 Mds USD) entre mai, où ils représentaient 32 165 Mds NGN (89,3 Mds USD), et décembre 2019, soit une progression similaire à celle observée sur la même période en 2018. Face à la hausse de l'inflation à 11,98% en décembre 2019, la CBN a néanmoins expliqué augmenter le taux de réserves obligatoires des banques afin de limiter le risque inflationniste que représente l'excès de liquidité observé sur le marché financier domestique.

La faible collecte fiscale au 1^{er} semestre 2019 a accru le déséquilibre budgétaire.

Selon le ministère des Finances, sur les 4 458 Mds NGN (14,62 Mds USD au taux officiel de 305 NGN / USD) de dépenses de l'Etat fédéral planifiées au 1^{er} semestre 2019, 3 390 Mds NGN (11,12 Mds USD) ont effectivement été réalisées, soit un taux d'exécution de 76%. De leur côté, les revenus collectés, qui ont vocation à être redistribués aux différents niveaux administratifs (fédéral, fédéré et local), ont atteint 4 092 Mds NGN (13,41 Mds USD) ce qui représente 69,5% de l'objectif fixé dans le Budget 2019. Le taux de collecte des recettes pétrolières en particulier n'a atteint que 60% avec 2 791 Mds NGN (9,15 Mds USD) sur les six premiers mois de l'année. Les recettes non-pétrolières ont dans le même temps atteint 1 682 Mds NGN (5,52 Mds USD), soit 79% de leur objectif. Seules les recettes douanières ont dépassé leur cible semestrielle avec un taux de collecte de 111,5% (soit 39,6 Mds NGN supplémentaires), et ce avant même la fermeture des frontières décidée au 3^{ème} trimestre 2019. Au final, le déficit budgétaire de l'Etat fédéral a atteint 1 075 Mds NGN contre 959 Mds NGN anticipé dans le Budget 2019, soit un écart de 12%.

L'Etat fédéral devrait bénéficier d'un prêt d'1 Md USD pour la mécanisation du secteur agricole.

Détaillé par le Ministre nigérian de l'Agriculture et du développement rural, ce prêt d'une maturité de 15 ans à un taux d'intérêt de 3% devrait être contracté par l'Etat nigérian auprès de la Banque islamique de développement (BID), la Deutsche Bank (DB) et la Banque brésilienne de développement (BNDES). Destiné à la mécanisation agricole, il s'inscrit dans le cadre du « Green Imperative Program », un partenariat bilatéral avec le Brésil en faveur de la production agricole, de la création d'emplois et de l'autonomie alimentaire. Le ministère nigérian serait en train d'examiner la lettre d'intention pour la 1^{ère} tranche de 165 M USD. Le programme prévoit l'achat de 10 000 tracteurs par le Nigéria et 50 000

machines diverses. Le Ministre a également annoncé l'ouverture de 780 centres de services agricoles dans le cadre du projet, permettant à près de 180 000 personnes d'en bénéficier. Cette opération devrait aider à mécaniser l'agriculture nigériane, qui enregistre un taux moyen de 7 tracteurs pour 100 km² contre 27 au Kenya et 127 à l'échelle mondiale. Alors que seules 40% des terres arables sont cultivées au Nigéria, le secteur agricole représenterait entre 37% (OIT) et 48% (NBS) de l'emploi selon les données utilisées et 29% du PIB. La faible irrigation (couvrant moins de 1% des terres cultivées) et les problèmes sécuritaires, en particulier, freinent son développement.

Total et Eni signent de nouveaux contrats d'approvisionnement avec la Nigeria LNG.

Après un contrat d'approvisionnement annuel de 1,1 million de tonnes signé en décembre dernier, [Eni a annoncé un nouvel accord portant sur l'achat à la Nigeria Liquefied Natural Gas \(NLNG\) de 1,5 M de tonnes supplémentaires dès 2021](#). Dans le même temps, Total et la NLNG ont signé un contrat décennal pour l'achat de 1,5 M de tonnes également. Après Vitol en décembre dernier, les annonces se multiplient du côté de la NLNG dont certains contrats long terme arrivent à échéance l'année prochaine. Alors que le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) est au plus bas depuis dix ans, la NLNG en produit annuellement 22 M de tonnes grâce à 6 trains de liquéfaction. Elle a d'ailleurs annoncé avec ses actionnaires (constitués de l'Etat fédéral 49%, Shell 25,6%, Total 15%, et Eni 10,4%) l'accord de financement d'un 7^{ème} train qui permettrait d'augmenter la production de 35%. Rappelons que le Nigéria est le 5^{ème} exportateur mondial (1^{er} du continent africain) et compte pour 28% des importations françaises de GNL, [selon le rapport 2019 sur les énergies de BP](#).

Ghana

Moody's fait passer la perspective du Ghana de stable à positive et confirme sa notation à B3.

[Suite à une visite au Ghana les 14 et 15 janvier 2020, Moody's a modifié la perspective pour le Ghana de stable à positive](#) et a confirmé la notation pour les obligations à long terme et les emprunts non sécurisés à B3 (catégorie spéculative). Moody's justifie cette décision par sa confiance croissante dans les institutions politiques du pays et l'amélioration de la stabilité macroéconomique par des politiques budgétaires que l'institution juge plus lisibles. Outre les bons résultats du programme de Facilité élargie de crédit avec le FMI, Moody's souligne les mesures prises pour le lissage des échéances d'endettement et les bonnes perspectives de croissance du pays. L'agence de notation rappelle toutefois que le Ghana est exposé à un retrait rapide des capitaux étrangers qui pourrait largement contraindre la capacité de financement de l'Etat. Près de 40% de la dette publique ghanéenne est libellée en devises étrangères, rendant la dette particulièrement sensible aux évolutions du cédit sur le marché des changes. D'après Moody's, l'endettement de l'Etat ghanéen devrait atteindre 64% du PIB à la fin 2019. [L'analyse conjointe du FMI et de la Banque mondiale, réalisée en décembre 2019, considère le risque de surendettement du Ghana comme élevé.](#)

Création d'un comité des changes par le gouvernement ghanéen.

[Le ministère des Finances a créé un comité chargé de proposer des recommandations pour la politique de change](#), dénommé le *Foreign Exchange Development Committee*. Ce comité constitué de 38 membres, dont le Ministre du Commerce et de l'industrie et le Ministre de l'Agriculture, mais aussi les parties prenantes de la société civile, sera présidé par le Ministre des Finances Ken Ofori-Atta. Annoncé en 2019, ce comité sera chargé d'analyser les raisons de la dépréciation du cédit ghanéen. Un rapport présentant les conclusions de ce comité sera remis au Comité de coordination de la politique économique, conjointement présidé par le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque du Ghana, Ernest Addison. Cette annonce est faite alors que [la devise ghanéenne s'est dépréciée de 7,8% face au dollar sur une année glissante en octobre 2019 et de 7,3% face à l'euro sur la même période](#). Les réserves de devises étrangères de la Banque du Ghana étaient de 4,7 Mds USD à la fin du mois d'octobre 2019 permettant ainsi de couvrir 3,9 mois d'importations. Alors que certains analystes comme ceux de la [Databank prévoient une dépréciation du cédit face au dollar américain de 8,6% en 2020, la Banque du Ghana a augmenté de 60% le volume prévu de ventes de devises étrangères](#) au 1^{er} trimestre 2020 et mène une politique active sur le marché des changes, pour faire face à ce phénomène.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

🐦 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.